



HAL
open science

La question environnementale vue du sud, vue du nord : l'exemple de l'Amazonie brésilienne

Martine Droulers, François-Michel Le Tourneau

► To cite this version:

Martine Droulers, François-Michel Le Tourneau. La question environnementale vue du sud, vue du nord : l'exemple de l'Amazonie brésilienne. *Revue socialiste*, 2007, 27, pp.15-31. halshs-00172708

HAL Id: halshs-00172708

<https://shs.hal.science/halshs-00172708>

Submitted on 17 Sep 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La question environnementale vue du sud, vue du nord

l'exemple de l'Amazonie brésilienne

Bien que les observateurs des pays du Nord et du Sud reconnaissent qu'il s'agit d'un important enjeu international, la question environnementale fait l'objet d'approches divergentes, de positions contradictoires, de malentendus persistants. Pourtant, dans le contexte de la globalisation élargie, de nouvelles formes de dialogue Nord/Sud, ainsi que de nouveaux rapports au territoire émergent.

En nous intéressant ici à l'Amazonie brésilienne, nous allons chercher à montrer comment les logiques écologiques et économiques déployées des deux côtés de l'équateur soulignent combien la vision axée, dans les pays du Nord, sur la préservation de la forêt et des populations qui l'habitent, se heurte aux besoins de développement exprimés par les pays du Sud, résultant parfois dans le sentiment que l'imposition qui leur est faite de respecter l'environnement ne représente qu'une nouvelle forme d'ingérence. On l'aura compris la question environnementale est originale à la fois par ses dimensions sociales, spatiales et politiques, mais aussi par les phénomènes de masse, de mutations, d'accélération qui la caractérisent et intéressent particulièrement les géographes par les changements d'échelles que cela suppose. Elle apporte de plus un facteur supplémentaire de complexité dans la mesure où elle suppose une relation étroite entre les analyses scientifiques et les politiques publiques qui en sont dérivées, soulignant combien « la frontière ténue entre science et politique a besoin d'être redéfinie en permanence » (Deléage, 1991), ce qui explique la naissance de l'écologie politique.

À la recherche de la bonne gouvernance capable de concilier développement et préservation, le Brésil multiplie en Amazonie⁽¹⁾, de manière parfois contradictoire, les opérations



**Martine Droulers
et François-
Michel**

**Le Tourneau sont
chercheurs au
CNRS-CREDAL.**

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

La question environnementale apporte un facteur supplémentaire de complexité dans la mesure où elle suppose une relation étroite entre les analyses scientifiques et les politiques publiques qui en sont dérivées.

de développement (ouverture de routes, de mines, de ranch et la croissance urbaine...), et les actions de préservation ou conservation de la nature, tout en conduisant des programmes pilotes de recherche, des expériences de développement communautaire et des recueils de savoirs locaux. Cette politique menée au niveau national doit prendre en compte les aspirations des habitants de la région autant que les principes internationaux sur l'environnement. Or les Amazoniens veulent développer leur territoire, améliorer leur niveau de vie et entrer dans l'économie de marché, souvent au détriment

du dernier grand massif forestier tropical de la planète. La contradiction entre développement et préservation devient alors flagrante, comme le démontre la multiplication des conflits socio-environnementaux. Une opposition forte est aujourd'hui manifeste entre une vision internationale, requalifiée aujourd'hui sous l'appellation de « développement durable », valorisant l'Amazonie comme un capital naturel et un projet de développement économique porté par l'élite régionale ; entre les deux, le niveau étatique fédéral défend l'intérêt national (Becker, 2003).

L'ENJEU AMAZONIEN

Si le consensus n'est pas encore total sur les mécanismes à l'œuvre, il ne fait guère de doute que l'Amazonie représente un espace équatorial stratégique non seulement pour lui-même, mais également pour le rôle qu'il possède dans la régulation mondiale du climat ou pour son importance dans les flux de biomasse de l'océan Atlantique. De plus, les menaces qui pèsent sur ce territoire sont également claires et globales, liées à la déforestation, à la mise en pâturages, mais aussi à l'extension de grandes cultures pour le marché mondial. Pour comprendre les positions des différents acteurs, nous allons essayer dans un premier temps de démêler les différentes dimensions de l'enjeu que représente l'Amazonie pour la planète et des multiples risques qu'il encourt.

(1): L'Amazonie brésilienne couvre près de 5 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire 58% de la surface du Brésil, 66 % du bassin hydrographique amazonien (6,7 millions de kilomètres carrés) et près de 45 % des forêts tropicales restant dans le monde.

La forêt amazonienne, dont la superficie représente 13 fois celle de la France, est de loin le plus grand massif forestier tropical du monde et également le plus préservé à l'heure actuelle. L'Amazonie brésilienne en représente les deux tiers soit 4,5 millions de kilomètres carrés de surfaces en forêt, dont près de 700 000 km² ont été défrichés depuis 1970. Au total, il subsiste à peu près 85 % de la forêt amazonienne du Brésil qui seront, en fonction de la politique adoptée par le pays, préservés ou non dans le futur.

Titre rubrique en attente

L'une des caractéristiques de cette forêt est sa diversité, de port, de strates et d'espèces. La richesse de sa biodiversité, ou pour le dire plus simplement du nombre d'espèces végétales et animales présentes et de leurs différentes variétés au sein d'une espèce, est immense, incalculable. L'Amazonie représente un formidable réservoir de diversité génétique pour la planète, ainsi qu'un recueil de millions de stratégies différentes utilisées par la faune et la flore pour s'adapter à leur environnement. On ne peut donner le nombre exact d'espèces présentes en Amazonie car les inventaires voient chaque année de nombreux ajouts, ce qui fait que chaque hectare disparu est susceptible d'avoir contenu des espèces qui resteront pour toujours inconnues. Au regard de cette diversité, peu nombreuses sont les plantes qui ont connu un succès commercial (cacao, quinine, hévéa, guaraná, açai, noix du Brésil...), leur exploitation étant au

surplus le plus souvent restée à l'état de cueillette en Amazonie même. Rétive à la plantation à grande échelle, l'énorme biodiversité amazonienne ne présente pas pour le moment d'intérêt économique marqué. À moins, donc, de développement spectaculaire de la biotechnologie, il est difficile d'en argumenter une rigoureuse préservation car une telle politique ne peut se baser sur la démonstration de bénéfices à court terme, impliquant au contraire une vision à long terme de l'environnement et du potentiel que représentent les millions d'organismes à découvrir. Or, en dehors même du déboisement, un certain nombre d'autres activités menace également la configuration des écosystèmes amazoniens dont la diversité se traduit par une dispersion des individus et un (proportionnellement) petit nombre de représentants de chaque espèce, ce qui rend tout prélèvement potentiellement ravageur. On peut ainsi évoquer la pêche de poissons ornementaux, la persistance de la chasse de certaines espèces malgré les interdictions (tortues, pirarucu...).

La question de la biodiversité amazonienne est exemplaire des difficultés liées aux questions environnementales, qui souffrent de se situer dans « un univers controversé », c'est-à-dire dans un contexte intellectuel et scientifique dans lequel l'incertitude reste présente à tous les niveaux de l'expertise et de la prise de décision à cause de la difficulté de mesurer et de la caractérisation mouvante de ce que l'on mesure. Il n'existe pas de métrique universelle pour mesurer la biodiversité, mais diverses méthodes – avec des résultats divergents, ce qui permet une utilisation stratégique

La forêt amazonienne, dont la superficie représente 13 fois celle de la France, est de loin le plus grand massif forestier tropical du monde et également le plus préservé à l'heure actuelle. L'Amazonie brésilienne en représente les deux tiers soit 4,5 millions de kilomètres carrés de surfaces en forêt, dont près de 700 000 km² ont été défrichés depuis 1970.

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

des théories et hypothèses scientifiques par des acteurs appartenant au monde de l'industrie ou de la politique (Boisvert et Vivien, 2005).

En ce qui concerne le climat, on soupçonne de plus en plus que l'Amazonie possède un rôle important, mais bien différent de celui que l'on lui prêtait il y a trente ans. En effet, si la thèse de la forêt amazonienne comme « poumon » du monde est tombée en désuétude, et si l'on reconnaît aujourd'hui que les processus de décomposition à l'œuvre dans la forêt sont sans doute des émetteurs nets pour un certain nombre de gaz (méthane, ...), le rôle joué par la forêt dans le cycle du carbone est de plus en plus souvent mis en valeur. La végétation amazonienne représente ainsi un immense stock de carbone que l'on souhaite maintenir en l'état plutôt que de le libérer dans l'atmosphère. Par ailleurs,

Entre 20 000 et 30 000 km² de forêt (l'équivalent d'une grande région française comme la Bretagne) disparaissent en effet chaque année au Brésil, et ce quelles que soient les politiques mises en œuvre par les différents gouvernements.

les forêts en croissance absorbent du carbone et il semblerait que quelques régions au moins de l'Amazonie brésilienne présentent cette caractéristique. De par la chaleur et la présence des arbres, la forêt représente également un très important système de régulation du climat, influençant non seulement les précipitations sur tout le nord de l'Amérique du sud, mais possédant également sans doute une influence sur le climat de l'Océan Pacifique, malgré la barrière représentée par les Andes. Enfin, l'ensemble des eaux qui coulent dans le système fluvial amazonien représente environ 20 % des ressources en eau douce du monde. Bien que cette ressource ne fasse pas pour le moment l'objet d'un commerce international, nul doute que la préservation de sa qualité et de sa quantité sont des enjeux importants dans un monde dont le réchauffement pourrait accroître les problèmes de sécheresse et d'approvisionnement en eau. Les menaces qui portent sur l'Amazonie brésilienne sont plus nombreuses que le simple déboisement, même si celui-ci est la plus évidente.

Entre 20 000 et 30 000 km² de forêt (l'équivalent d'une grande région française comme la Bretagne) disparaissent en effet chaque année au Brésil, et ce quelles que soient les politiques mises en œuvre par les différents gouvernements. Le phénomène est lié aux dynamiques économiques de l'agro-industrie au Brésil, celle-ci étant intimement liée aux marchés mondiaux. Pour ne citer que deux exemples, on peut rappeler que l'accroissement très rapide de la production de soja au Brésil est réalisé sur des terres situées, aujourd'hui, sur la bordure sud du massif forestier amazonien, et que, plus loin dans la forêt, l'élevage bovin instal-

Titre rubrique en attente

le toujours en avant ses fermes. Certes, ses produits ne sont pas directement vendus sur les marchés internationaux, mais le rôle qu'il tient sur le plan national et son rôle d'incorporateur de terres dans l'espace productif du Brésil sont sans aucun doute liés aux bonnes performances du complexe agro-industriel brésilien sur le plan mondial. Les autres menaces sont plus diffuses, mais elles ne doivent pas être sous-estimées. L'industrie du bois passe en effet en avant du front de défrichage, et on estime aujourd'hui que, même si le couvert forestier demeure plus ou moins intact selon les images satellitaires, près de 50 % du massif brésilien a été parcouru et exploité à des degrés divers. Certaines espèces, tel l'acajou, le fameux mogno brésilien, bois d'œuvre tropical très convoité, sont considérées comme menacées de disparition par ces prélèvements. Enfin, l'usage intensif des pesticides agricoles dans de vastes régions situées au sud de l'Amazonie, mais dans lesquelles naissent une partie des cours d'eau du système hydrographique amazonien, pourrait à terme avoir des conséquences importantes et absolument impossibles à contenir, de la même manière que l'on sait que le mercure utilisé par les orpailleurs clandestins se concentre déjà au long de la chaîne alimentaire, contaminant en fin de compte les pêcheurs et les Amérindiens.

Amazonie Légale – Surface défrichée annuellement

Année	Surface défrichée (km ²)
1995	29 059
1996	18 161
1997	13 227
1998	17 383
1999	17 259
2000	18 226
2001	18 165
2002	21 205
2003	25 151
2004	27 429
2005	18 793

Source : INPE- Prodes

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

VU DU BRÉSIL, EFFORTS DE PROTECTION ET DE DÉVELOPPEMENT

Depuis la fin des années 1980, le Brésil a développé une gamme importante de politiques en faveur de l'environnement afin de gommer son image d'ogre dévoreur de forêts. Au fur et à mesure des années, celles-ci ont été de plus en plus orientées vers le développement durable, incluant dans l'équation la question sociale, notamment la réduction de la pauvreté⁽²⁾. Même si les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances dans le domaine de l'environnement, force est de remarquer le côté massif de l'effort entrepris dans ce domaine. Aujourd'hui, face à la continuation des accusations dans les forums mondiaux, on assiste d'ailleurs à une certaine lassitude des Brésiliens, qui se demandent en vertu de quoi ils doivent fournir toujours plus d'efforts alors que les progrès réalisés ne sont pas suffisamment remarqués. De plus, en toile de fond, persiste une inquiétude latente sur la possibilité pour les pays du Nord de relativiser la souveraineté brésilienne sur l'Amazonie en prétextant de la « mauvaise gestion » du pays sur la région.

(2) : Selon des critères définis par les Nations Unies, le Brésil apparaît comme un pays ayant accompli des efforts notables en matière de réduction de la pauvreté, ainsi la proportion de population en état de sous-nutrition a baissé passant de 12 % au début des années 1990 à 8 % en 2004, pour une population totale qui augmentait de 160 à 180 millions de personnes (World Watch Institute, 2005)

(3) : Programme de suivi annuel du déboisement en Amazonie, mis en place par l'INPE (Institut brésilien d'études spatiales), voir <http://www.obt.inpe.br/prodes/index.html>.

Pourtant, les efforts de protection de l'Amazonie sont importants depuis maintenant une quinzaine d'années. Ils se développent dans trois directions principales : les outils de détection, la création d'aires protégées et la promotion d'une meilleure gestion territoriale. En ce qui concerne le premier point, deux programmes peuvent être cités. Le Prodes⁽³⁾ donne la mesure des surfaces déforestées en Amazonie, fournissant chaque année une estimation, assez fiable, de l'avancée des fronts pionniers. Ces calculs permettent ainsi d'apprécier l'efficacité des mesures gouvernementales face à la pression des acteurs économiques. Le système Deter⁽²⁾, de son côté, permet de détecter presque en temps réel les déboisements supérieurs à quelques dizaines d'hectares. Dans les deux cas, les programmes sont des vitrines technologiques montrant la maestria technique des Brésiliens, mais leur impact sur le terrain est réduit par suite du manque de moyens des institutions de contrôle qui ne parviennent pas à verbaliser les fraudeurs malgré la mise en place de pelotons de police environnementale. Il faut rappeler l'importance du défi posé par une région de taille supérieure à l'Europe, dont certaines portions sont difficilement accessibles et où les brigades d'intervention ont besoin de moyens de transport rapides. De plus, l'isolement et l'imbroglio foncier rendent difficiles l'identification des responsables, des donneurs d'ordre qui envoient sur le terrain des hommes peu formés et peu informés.

La création d'unités de protection de l'environnement a enregistré des succès plus palpables, même si certaines d'entre elles sont envahies ou illégalement prospectées. Si l'on inclut dans ce calcul le million de km² de territoires dévolus exclusivement aux Amérindiens (Terres Indigènes), le Brésil dispo-

Titre rubrique en attente

se aujourd'hui d'un réseau d'aires protégées de près de 1,5 millions de kilomètres carrés en Amazonie, représentant grossièrement un tiers de la région, dont certaines unités totalisent plus de 100 000 km² d'un seul tenant (on rappelle que le Portugal mesure environ 96 000 km²). Ce dispositif est-il adapté ? Des études indiquent qu'il faut protéger entre 5 et 20 % de chaque écosystème si l'on veut y maintenir la biodiversité⁽⁵⁾. Or la délimitation des aires protégées n'a pas été réalisée selon ces critères, malgré les efforts du programme ARPA⁽⁶⁾, qui a reçu un soutien actif du WWF. Des évaluations alertent sur les failles de gestion du système national de protection (Dourojeani et Padua, 2001). D'autres doutes existent : comment évaluer les effets de la fragmentation forestière ? comment gérer les réserves naturelles intégrales et leur marge ?

Et pourtant, peu d'États au monde ont classé autant de terres dans un laps de temps aussi réduit, d'autant plus que le « code forestier » qui régit la manière dont les propriétés privées doivent gérer leur espace forestier, a été renforcé, la proportion de surface devant être préservée dans les propriétés amazoniennes augmentant de 50 à 80 %. Là encore, classer ne suffit pas, il faut suivre les applications. Dans les faits, le dispositif permettant de faire respecter la loi n'arrive pas, et de loin, à s'opposer à tous les abus. Pour autant, ces mesures volontaristes ont, dans certaines régions, réussi à stabiliser le front pionnier et à maintenir de véritables îles préservées en son sein (comme le parc du Xingu), même si on peut se demander pour combien de temps.

Cherchant à répondre « au premier monde » qui l'accuse de promouvoir une déforestation massive, le Brésil ne souhaite pas non plus abandonner la possibilité de créer en Amazonie les infrastructures qu'il pense nécessaires pour projeter le pays dans l'avenir. Afin de concilier ces exigences, le gouvernement fédéral a défini une panoplie complète de mesures de protection de l'environnement devant s'appliquer notamment à l'ouverture de tous les nouveaux grands chantiers (telles des études d'impact, des autorisations des autorités environnementales, etc.). Il a également mis en place une politique de zonage à travers laquelle seraient définies des zones de protection totale mais aussi des zones d'expansion des activités agropastorales et minières. Peu à peu, états fédérés et communes ont été incités à suivre eux aussi ce mouvement, si bien qu'aujourd'hui émerge une image du futur souhaité par les autorités pour la région amazonienne. Or, malgré les divergences de vues entre les niveaux administratifs et les

Il faut rappeler l'importance du défi posé par une région de taille supérieure à l'Europe, dont certaines portions sont difficilement accessibles et où les brigades d'intervention ont besoin de moyens de transport rapides.

(4) : *Detecção de Desmatamento em Tempo Real*

(Détection du déboisement en temps réel), système mis en place par l'INPE (Institut brésilien d'études spatiales), voir

<http://www.obt.inpe.br/deter/>.

(5) : Les États de la haute Amazonie (Amazonas, Roraima, Amapá) ont près des 2/3 de leur territoire classé en zones protégées. A l'autre extrémité, dans une Pré-Amazonie du Maranhão, déjà défrichées aux deux tiers, les institutions s'efforcent de maintenir un tiers de son territoire en aires de conservation. Celles-ci sont passablement fractionnées, ce qui rend la préservation des écosystèmes d'autant plus fragiles.

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

déviances créées par les situations de fait sur le terrain, celle-ci penche plus vers la préservation de l'environnement que vers l'expansion économique.

Le nœud de la question demeure la capacité et la volonté de la part de l'État fédéral de faire respecter ces nouvelles règles du jeu face aux nombreux conflits environnementaux de la

**Cherchant à répondre
« au premier monde » qui l'accuse
de promouvoir une déforestation
massive, le Brésil ne souhaite pas
non plus abandonner la possibilité
de créer en Amazonie
les infrastructures qu'il pense
nécessaires pour projeter le pays
dans l'avenir.**

région. En effet, les oppositions à la conservation sont nombreuses et la tentation de voir dans la déforestation l'avancée du développement est forte. Ainsi, en 2004 comme en 2003, des records de déboisement ont été atteints en Amazonie⁽⁷⁾, malgré les discours du Gouvernement Lula en faveur du développement durable portés par sa ministre de l'environnement, l'Amazonienne Marina Silva. Une impression confirmée par l'as-

assinat, en février 2005, d'une missionnaire nord-américaine (naturalisée brésilienne) de 73 ans, Sœur Dorothy Stang, qui était en train d'implanter une « réserve de développement durable » dans un des points chauds des franges pionnières et avait à plusieurs reprises demandé une protection policière. Après le meurtre, l'État réagit de manière forte en envoyant 2000 militaires dans la région avec la mission de veiller à la réelle implantation d'un zonage de protection défini dans l'urgence en mai 2005.

(6) : *Áreas Protegidas da Amazônia* (Aires protégées d'Amazonie), programme destiné à créer des unités de conservation pour parvenir à la protection de 10 % des différents écosystèmes amazoniens.

(7) : Dans un contexte de forte croissance des marchés du soja et de la viande bovine.

Si les pouvoirs exécutifs peuvent avoir du mal à faire respecter leur feuille de route, il est important de noter que la société brésilienne, en moyenne, est assez favorable à la conservation de l'environnement. En témoigne le nombre et l'activité des ONG écologistes présentes tant en Amazonie que dans le sud du pays. Sous la bannière d'un mouvement de pensée propre au Brésil, connu sous le nom de socio-environnementalisme, plusieurs des plus importantes de ces organisations non gouvernementales mettent l'accent sur le lien entre les conditions culturelles des populations et leur capacité à préserver l'environnement. Elles cherchent à sauvegarder les populations traditionnelles de l'Amazonie dans leur milieu, au moins pour le temps d'une à deux générations, avec en pointe quelques projets-pilotes expérimentant de nouveaux circuits économiques (Exemples : Natura, Body Shop...). On observe aussi des secteurs industriels qui gèrent de façon responsable l'exploitation des forêts. Ces exemples ont motivé la mise en place par le gouvernement d'un système de très vastes concessions forestières, dont plusieurs observateurs soulignent également les dangers.

Cette sensibilité envers la question environnementale n'est bien sûr pas uniforme, ni exempte de débats. Un fort courant

Titre rubrique en attente

social nationaliste prône un retour aux politiques « développementistes » des années 1970, et continue de considérer que l'Amazonie contient les richesses (en particulier minières) nécessaires au redressement de l'économie nationale. Les pressions des pays du nord en faveur d'une plus forte protection de la région sont alors perçues comme autant de tentatives pour entraver la croissance brésilienne (par peur de son accession au statut de grande puissance) et, également, comme des préparatifs pour une future opération visant à spolier le pays de ses richesses en « internationalisant » l'Amazonie. Le discours imprudent de certains hommes politiques occidentaux, se croyant autorisés à prôner pour l'Amazonie des solutions qui seraient catégoriquement refusées s'il s'agissait des Alpes ou de l'Alaska, régulièrement repris par les médias brésiliens, ne font rien pour arranger cette paranoïa dont on remarque qu'elle s'est accentuée depuis quelques années (Arnauld de Sartre, 2005).

Le paradoxe de cette vision de l'Amazonie comme El Dorado est qu'elle ne résiste pas à l'épreuve des chiffres. Si la région est en effet riche en minerais (comme à Carajas, plus grande mine de fer du monde), ces productions rapportent peu de devises et pèsent comparativement peu par rapport aux exportations industrielles du sud. L'Amazonie est bien plus coûteuse aux finances publiques brésiliennes qu'elle n'est génératrice de revenus, ce d'autant que le coût des services publics y est élevé. Par ailleurs, son utilisation afin de résoudre les problèmes fonciers du Brésil (en distribuant des centaines de milliers de lots de terre à des paysans déshérités) n'a pas non plus donné de grandes satisfactions, les lotissements amazoniens étant plus chers à mettre en place du fait de leur isolement dans la forêt et connaissant des taux d'échec très élevés du fait de la difficulté de l'écoulement de la production. Il est donc très manifeste qu'en Amazonie le Brésil a plus de réussite en ingénierie spatiale qu'en ingénierie sociale, c'est-à-dire qu'il réussit mieux à occuper des espaces qu'à organiser des territoires (Droulers, 2001 : 282)

Seule la bordure sud de la région amazonienne, colonisée par l'agroindustrie, paraît plus « rentable » sur le plan comptable, dans l'état actuel des marchés mondiaux de protéines⁽⁸⁾, mais il n'est pas sûr que le modèle d'agriculture à grande échelle

Si les pouvoirs exécutifs peuvent avoir du mal à faire respecter leur feuille de route, il est important de noter que la société brésilienne, en moyenne, est assez favorable à la conservation de l'environnement.

Un fort courant social nationaliste prône un retour aux politiques « développementistes » des années 1970, et continue de considérer que l'Amazonie contient les richesses (en particulier minières) nécessaires au redressement de l'économie nationale.

(8) : Et il est probable que l'on y verra dans les prochaines années une forte expansion des cultures destinées aux bio-carburants (biodiesel ou alcool).

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

Depuis les années 1980 l'Amazonie est devenue l'une des régions les plus médiatisées pour ses problèmes d'environnement, alors que dans le même temps l'agonie des forêts indonésiennes retenait bien moins l'attention des médias.

qui s'y pratique pourrait s'implanter avec succès au plus profond des régions forestières. Là demeure pourtant l'une des grandes poches de pauvreté du Brésil, dont les populations exhibent des indices sociaux caractéristiques du tiers monde. La volonté de se garder une marge de manœuvre pour améliorer la situation de ces habitants sans leur imposer de migrer vers les grandes villes (dont la gestion est sans doute le problème le plus sérieux du Brésil) explique en grande partie la volonté du gouvernement brésilien de ne pas transformer uniformément l'Amazonie en réserve. Certains pensent que la solution pour ces personnes se trouverait dans la valorisation des productions locales au travers de certifications de la « valeur environnementale » des biens produits. Mais si le système fonctionne, parfois, dans certaines niches de marché très pointues, peut-on penser en faire la solution pour plusieurs centaines de milliers de producteurs ?

VU DU «PREMIER MONDE»: DES FORÊTS À PROTÉGER ET À RÉNOVER

Si la vision brésilienne sur l'Amazonie tente difficilement de combiner la création d'un espace productif créateur de richesses et la préservation des écosystèmes, la vision politique développée par les pays du Nord semble presque complètement marquée par la volonté de préserver le massif forestier et de dénoncer l'exploitation forestière commerciale (Smouts, 2001). Depuis les années 1980 et la publication des premiers chiffres sur la déforestation, l'Amazonie est devenue l'une des régions les plus médiatisées pour ses problèmes d'environnement, alors que dans le même temps l'agonie des forêts indonésiennes retenait bien moins l'attention des médias. Dès cette époque le Brésil vit des impositions de « clauses vertes » dans les contrats signés avec la Banque Mondiale ou avec la BID, et tenta alors de se maintenir sur un étroit fil lui permettant de faire financer les grands projets d'infrastructures qu'il souhaitait mener à bien tout en acceptant en parallèle les premiers zonages écologiques. Les pressions d'ONG comme Greenpeace⁽⁹⁾, Survival International ou Rainforest Foundation eurent des résultats tangibles sur l'inflexion de la politique du gouvernement, notamment en faveur des Amérindiens. En 1992, la conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement, qui vit en parallèle un sommet non-gouvernemental sur l'environnement, marque le point d'inflexion du pays hôte dont la diplomatie avait intérêt à ce que les négociations aboutissent ; le Brésil a alors consenti d'importantes concessions durant les deux décennies suivantes⁽¹⁰⁾.

(9) : Les ONG internationales bataillent également pour imposer des méthodes de certification, tel le FSC, *Forest Stewardship Council*, pour le bois.

(10) : Les résultats de la Conférence de Rio ont été importants : un accord sur les changements climatiques, un autre sur la biodiversité, une déclaration sur les forêts, l'Agenda 21 (engagements pour le 21^e siècle).

Titre rubrique en attente

Dans le même temps, une initiative du G7 pour financer la protection des forêts tropicales du Brésil commence à voir le jour sous le nom de « Programme pilote du G7 pour la protection des forêts tropicales du Brésil », ou PPG7. Bien que lent à se mettre en place, ce programme sera l'une des grandes réalisations de la communauté internationale en Amazonie, permettant de viabiliser la création de nombreuses aires protégées de taille et de statuts variés et d'encourager l'expérimentation dans le domaine du développement durable au travers de subventions à des centaines de projets souvent communautaires. Pourtant, malgré la décision de maintenir cet effort, prise lors de la conférence de Durban (aussi appelé Rio + 10), le financement de la protection de l'Amazonie demeure le talon d'Achille de tout le dispositif.

Côté brésilien en effet, on fait valoir que la situation des grandes métropoles du sud et les contraintes liées au remboursement de la dette interdisent un effort financier trop important en faveur de la protection effective des forêts. Au contraire, il est même nécessaire pour le pays de développer le plus possible son agroindustrie, grande pourvoyeuse de devises. Les choses ne peuvent donc changer que si la communauté internationale reconnaît, en parallèle avec l'importance écologique de la région amazonienne, que le coût financier de sa protection ne pourra être payé uniquement par le Brésil, ou par le développement d'une économie « verte » encourageant les pratiques respectueuses de l'environnement dans la région. Il faut donc que le « nord » mette également la main au portefeuille, par exemple par la rémunération des services environnementaux (comme le stockage du carbone ou la conservation de la biodiversité). Une telle politique sera difficilement opératoire à court terme. Les forêts « anciennes » ont en effet été explicitement retirées du champ d'application du protocole de Kyoto, et l'on constate que si les Etats occidentaux semblent vouloir investir aujourd'hui plus massivement qu'hier dans la question environnementale, ils préféreront réaliser ces investissements chez eux qu'à l'étranger, afin de bénéficier aussi de leurs retombées en termes d'emploi et d'innovations technologiques. Au surplus, comme le PPG7 l'a montré, le degré de décision que le Brésil aurait sur ces financements venus de l'étranger serait certainement un point délicat de la négociation, le gouvernement fédéral s'opposant constamment à toute solution dans laquelle il ne pourrait pas lui-même décider de où et à qui affecter une aide.

L'aide pour la protection de l'Amazonie a donc toute chance de rester ce qu'elle est, à savoir un flux financier non pas négli-

Côté brésilien on fait valoir que la situation des grandes métropoles du sud et les contraintes liées au remboursement de la dette interdisent un effort financier trop important en faveur de la protection effective des forêts.

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

geable, mais de dimensions réduites, en flagrante disproportion avec l'importance donnée à l'urgence de la défense des écosystèmes amazoniens dans le discours préservationniste.

les investissements consentis par les grandes ONG internationales sont suffisamment importants pour concurrencer les aides d'État à État, configurant un nouveau type de coopération décentralisée, dont le pilotage échappe souvent aux autorités fédérales.

On notera ici que l'expansion de la « charité privée », philanthropique, observée aux États-Unis, pourra peut-être changer la donne, les plus grandes fondations américaines (comme la fondation Moore) étendant en ce moment de manière considérable leurs actions en Amazonie brésilienne. D'une manière plus générale, on y constate que les investissements consentis par les grandes ONG internationales (WWF, Greenpeace, TNC,

CI,⁽¹¹⁾...) sont suffisamment importants pour concurrencer les aides d'État à État, configurant un nouveau type de coopération décentralisée, dont le pilotage échappe souvent aux autorités fédérales⁽¹²⁾. C'est sans doute cette grande liberté qui inquiète certains secteurs de l'opinion, prompts à lancer l'anathème sur les ONG qui, selon eux, sont en train « d'internationaliser » l'Amazonie au nez et à la barbe du gouvernement. Si le thème semble porteur d'une large exagération, il n'en reflète pas moins une certaine exaspération de l'opinion publique brésilienne (et en particulier amazonienne), qui s'interroge sur les véritables intentions non seulement des ONG internationales, mais aussi des scientifiques. De fait, si le Nord se montre mesuré dans ses aides directes, il ne ménage pas sa peine pour connaître dans le détail les dynamiques écologiques ou climatiques de la région amazonienne par le biais de grands programmes de recherche (LBA⁽¹³⁾, *Millennium Ecosystem Assessment*⁽¹⁴⁾...).

Si les aides du « premier monde » sont assez peu efficaces et souvent limitées, les pressions économiques peuvent-elles avoir plus d'effets ? À première vue, on pourrait le penser, puisque, comme nous l'avons évoqué plus haut, l'expansion des marchés des matières premières agricoles est l'une des causes de la pression foncière qui entretient la dynamique de déforestation en Amazonie. Le boycott de produits considérés comme incorrects sur le plan environnemental est-il alors la solution ? Ce n'est pas sûr. Si ce genre de menace peut induire certains acteurs à de meilleurs comportements (comme les producteurs de soja de Mato Grosso engagés dans un partenariat avec l'ONG de défense de l'environnement TNC), il peut également détruire des éléments « sains » dans une filière (comme les producteurs qui seraient touchés par le boycott des bois tropicaux, car les entreprises de cette filière qui exportent en Europe sont souvent les plus attentives à la dimension environnementale, alors que celles qui produisent pour le marché local sont les plus prédatrices et n'auront pas été affectées...). Par ailleurs, comme le montre l'encadré ci-des-

(11) : WWF : World Wide Fund for Nature, TNC : The Nature Conservancy, CI : Conservation International.

(12) : La plupart des ONG développe des projets propres sans autorisation particulière. Cela étant, une politique de coopération existe également avec le gouvernement fédéral, qui apprécie le concours de la « société civile organisée » dans certaines actions. Le WWF est ainsi associé au programme ARPA, et un pool d'ONG a été officiellement chargé de collaborer à la détection de l'action des entreprises forestières en forêt (projet).

Titre rubrique en attente

sous sur la « *hamburger connexion* », il n'est pas toujours facile d'identifier la bonne cible, les exportations agricoles pouvant resurgir là où on ne les attend pas. De plus, l'émergence de plus en plus importante d'un commerce « sud-sud » induit à relativiser le pouvoir économique du « nord » pour influencer la dynamique économique-environnementale du Brésil : si le soja continue sa percée en Amazonie du fait de la croissance de la demande chinoise, comment exercer un boycott ?

Il n'en reste pas moins que les dynamiques économiques qui sculptent l'Amazonie contemporaine se doivent aussi aux investissements du « nord », et que là réside peut-être un moyen de pression très peu souvent évoqué. Plusieurs multinationales de premier plan (Cargill et Bunge pour l'agriculture, mais aussi de grandes firmes minières) sont présentes en Amazonie, et d'autres sont de grands clients de produits miniers extraits des sous-sols amazoniens. Mais convertir ces investissements en un engagement pour une meilleure protection des forêts est délicat. Les entreprises concernées prétendent en effet adopter les meilleures pratiques mais elles ne se considèrent pas responsables de ce qui se passe autour de leurs sites d'exploitation. Par ailleurs, les investissements économiques réalisés par « le nord » en Amazonie sont le plus souvent mal connus du public qui aurait du mal à en tirer les conséquences : sait-on qu'une grande partie des aciers de nos voitures vient de fer extrait de la grande mine de Carajas en Amazonie qui exporta 60 millions de tonnes de fer par an ?

EN GUISE DE CONCLUSION...

Est-il antinomique de vouloir développer une région, tout en sauvegardant son milieu naturel ? Nous sommes enclins à penser que ces contradictions ne sont pas insolubles, à la condition d'être largement et précocement prises en compte. La dimension temporelle est effectivement fondamentale, ainsi que la volonté politique d'avancer dans la résolution des conflits d'intérêt, d'où l'importance de la diffusion des processus de participation sociale et d'une meilleure information permettant d'accélérer une prise de conscience écologique. Un dialogue incluant la complexité de la question écologique doit constamment être reconstruit pour s'adapter à l'évolution des aspirations individuelles et collectives à l'égard des forêts en même temps qu'aux nouvelles demandes sociales dans les pays du Nord et du Sud (Chartier, 2005). Il reste du chemin à parcourir pour inscrire la notion de conservation dans une perspective de développement, ainsi que pour mener à bien des actions de cogestion durable basées sur de nouvelles pratiques sociales. L'Amazonie offre toute une gamme d'expériences dans ce domaine, mais elle montre également bien à quel point les deux parties en présence peuvent avoir des visées différentes, et parfois contradictoires, sur le même thème.

(13) : LBA, Large Biosphere-Atmosphere experiment in Amazonia, grand programme scientifique lancé à l'initiative de la NASA en 1995, administré par le Brésil et visant à étudier les échanges entre l'Amazonie et les systèmes biogéophysiques planétaires.

(14) : Le projet Millennium Ecosystem Assessment MA initié en 2001 coordonné par les Nations Unies regroupement 1360 chercheurs du monde entier chargés de faire progresser les bases scientifiques qui permettront d'atteindre les objectifs des conventions internationales comme celles de la Biodiversité et de développer des scénarios du futur. Rapport 2005 disponible.

**LA PARTICIPATION DE L'AMAZONIE BRÉSILIENNE
À LA « CONNEXION HAMBURGER »
(Myers, 1981) : quelques précisions
sur un « effet papillon » notoire
Guillaume Marchand, IHEAL**

« Les éleveurs sont entrain de transformer l'Amazonie en viande hachée ». Cette phrase de David Kaimovitz, co-auteur avec d'autres chercheurs de la CIFOR (Center for International Forestry Research) d'un rapport ayant fait grand bruit dans l'année 2004⁽¹⁵⁾, paraît totalement surréaliste : quel rapport existe-t-il entre les arbres d'une forêt pluri-séculaire et des steaks de quelques centimètres de diamètre destinés aux chaînes de fast food ? L'idée d'un lien de cause à effet entre la disparition progressive des grands massifs forestiers d'Amérique Latine et l'ultra consumérisme carné des pays du Nord, États Unis d'Amérique en tête, n'est pas nouvelle, elle avait déjà été formulée par un célèbre environnementaliste américain, Norman Myers, dans les années 1980 à propos de l'Amérique Centrale.

Les nombreuses chaînes de restauration rapide et l'augmentation généralisée de la consommation de viande dans la société américaine dans les années 1960 s'étaient trouvées en manque de produits carnés au moment du choc pétrolier de 1973. En effet, avec le pétrole, entrant dans la composition des engrais chimiques, le prix des céréales augmentèrent et les bovins américains engraisés aux grains devinrent trop coûteux à produire. Pour ne pas contrarier l'« american way of life », les États Unis décidèrent de se tourner vers les productions bovines voisines qui avaient l'avantage d'être moins chères car nourries à l'herbe. Pour répondre à la demande des USA en « trimming » (viande destinée aux steaks hachés) les pays d'Amérique Centrale déboisèrent alors pour l'installation massive de pâturages. À ce moment, le Brésil ne semblait pas concerné, n'exportant que très peu à destination des pays friands de produits carnés. Toutefois, l'explosion des exportations à la fin de la décennie 1990 (les volumes d'exportation ont été multipliés par 5 entre 1997 et 2003) et avec elle l'extension des pâturages conquis sur la forêt amazonienne (plus de 2 millions d'ha entre 1996 et 2003) ont eu tôt fait de réactiver les théories sur la connexion hamburger. Malheureusement, comme cela est souvent le cas lorsque l'objet d'étude est sujet à polémique et que la documentation à son égard reste partielle, il s'opère un certain nombre de raccourcis dangereux qui peuvent nuire à la juste appréciation du phénomène. En raison des barrières phytosanitaires, la fièvre aphteuse n'ayant pas été complètement éradiquée du territoire brésilien, l'Amazonie ne semble pas ou très peu participer à ladite connexion. Le Rondônia, le Pará et le Mato Grosso, par

(15) : Kaimovitz, D., et al., 2004. *A conexão hambúrguer alimenta a destruição da Amazônia.* Rapport disponible en libre accès sur Internet à l'adresse : http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/media/Amazon.pdf

Titre rubrique en attente

leurs performances en matière de déforestation et d'accroissement du cheptel bovin (presque 80 % de la croissance du Brésil à eux trois sur la période 1990-2002), sont les États les plus suspects. Or, à l'heure actuelle, seul le dernier est déclaré libre de fièvre aphteuse moyennant une vaccination systématique de son cheptel. Les IAA spéculant sur la future libéralisation de la zone tampon s'installent actuellement dans le sud du Pará à grand renfort de frigorifiques, mais cette région échange davantage avec le Nordeste qu'avec le Sud du pays. Ces échanges avec une zone à risque, qui lui envoie une partie des brouillards et bouillons dont cette région pionnière a besoin (30 000 têtes/mois à destination de São Felix do Xingu au cours de l'année 1999), contraignent le Sud du Pará dans ces expéditions vers le Sud - la viande ne peut être envoyée que conditionnée pour éviter tout risque de contamination liée à la circulation d'animaux vivants dans les zones déclarées libres - et l'exclut systématiquement de la filière internationale à cause du système de traçabilité mis en place par l'Union Européenne (SIBOV).

Ainsi, contrairement à ce que les théoriciens de la connexion hamburger et ceux qui la diffuse abondamment (Greenpeace entre autres) pourraient laisser croire et si l'on cherche absolument à relier consommation de produits carnés et déforestation, la consommation intérieure semble au premier abord plus facilement incriminable. À cause de la fièvre aphteuse et les difficultés à atteindre certaines normes de qualité, une grande partie de la viande amazonienne est consommée dans les villes amazoniennes et nordestines, l'urbanisation dans ces zones serait responsable de la multiplication par quatre de la demande entre 1970 et le milieu des années 1990, même si la tendance actuelle est à la stagnation. Belém est la plus carnivore d'entre elles avec près de 40 kg/hab./an soit 5 kg de plus que le reste du Brésil, 13 de plus qu'en Europe et 3 de moins qu'aux USA... Les hypothèses qui feraient de la viande amazonienne un palliatif des exportations des régions du sud, et donc in fine un effet induit de la participation du Brésil à la connexion, souffre de quelques lacunes documentaires et statistiques...

Il est d'ores et déjà important de souligner que la première version de la connexion rendait responsable les USA de l'amenuisement des massifs forestiers latino-américains. Or, toujours à cause des problèmes phytosanitaires, la viande exportée vers les États-Unis (cuite et congelée ou en conserve) reste très en dessous des expéditions vers l'UE (21 % du total contre 4 % pour les USA). Ainsi, si la « forêt » amazonienne est transformée en viande, le terme entre guillemets mérite également quelques précisions, elle n'est pas majoritairement destinée aux fast-foods américains mais aux steakhouses européennes (Buffalo Grill en France, Maredo en

La question environnementale vue du sud, vue du nord l'exemple de l'Amazonie brésilienne

Allemagne) ou russes (21 % des exportations également). L'idée d'un boycott lancé par certaines ONG en Europe pour « sauver la forêt amazonienne » est en soi tout à fait louable, le système de traçabilité (SIBOV) ou de certification éco-responsable pourrait aller dans ce sens, mais elle se trompe quelque peu de cible. Pour l'instant seules les savanes arborées et les forêts de transition du Mato Grosso, sensiblement différentes de l'image d'Epinal que se font les européens de l'Hiléia amazonienne, sont effectivement concernées par la connexion hamburger et ce de manière presque marginale si l'on considère que cet État n'envoyait que 8 % de sa production en U.E en 2003 et 2004. Reste à convaincre les Brésiliens de réduire leur consommation de produits carnés pour sauver certains de leurs écosystèmes, au risque de les voir, à juste raison, hurler à l'ingérence... Pendant ce temps-là, et depuis plus de trente ans, la réorganisation des systèmes agro-pastoraux reste en suspens : l'extensification à outrance, la dégradation des sols (la moitié des surfaces pâturées au Mato Grosso), l'exclusion des agriculteurs familiaux des branches les plus lucratives de la filière bovine, voire le retour de pratiques dignes d'une autre époque (52 fermes esclavagistes recensées au Pará en 2004) ne sont pas qu'une légende...

Titre rubrique en attente

Bibliographie

- ARNAULD DE SARTRE Xavier, « L'internationalisation de l'Amazonie : la question de la souveraineté nationale face à la patrimonialisation de l'environnement », *Lettre Intergéo*, no 4, p. 1-3, 2005.
- ARNAULD DE SARTRE Xavier, *Les fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil*, Paris, CNRS Editions, 2006,
- BOISVERT Valérie et VIVIEN Frank-Dominique, « Tiers monde et biodiversité : tristes tropiques ou tropiques d'abondance ? La régulation internationale des ressources génétiques mise en perspective » *Revue Tiers Monde*, n°181, L XLVI, 2005, pp 185-206.
- BROGGIO Céline et DROULERS Martine, « Subsidiarité et développement durable: les risques de fragmentation du massif forestier amazonien », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°196, 2005, pp 459-469.
- CHARTIER Denis, « L'exemple de Greenpeace en Amazonie », *Anthropologie et sociétés* 29 (1), 2005, pp 103-120.
- DELEAGE Jean-Paul, *Une histoire de l'écologie*, Éd. La Découverte, 1991, 350 p.
- DE MELO Neli, PASQUIS Richard, THERY Hervé, « L'Amazonie durable de Marina Silva » in *Pour comprendre le Brésil de Lula*, L'Harmattan, 2004, pp. 169-185.
- DOUROJEANNI Marc et PADUA Maria Teresa Jorge, *Biodiversidade, a hora decisiva*. Curitiba, Éd. UFPR, 2001, 308 p.
- DROULERS, Martine, *Brésil : une géohistoire*. Paris, PUF, 2001, 308 p.
- DROULERS, Martine, *L'Amazonie, vers un développement durable*. Paris, A. Colin, 2004, 224 p.
- LE TOURNEAU, François-Michel, 2006, « Enjeux et conflits autour des territoires amérindiens en Amazonie brésilienne », *Problèmes d'Amérique latine*, 60, pp 71-94.
- LENA Philippe, « La forêt amazonienne : un enjeu politique et social contemporain » in *Autrepart* (9), 1999 : 97-120.
- RIST, Gilbert, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1999.
- SMOUTS, Marie-Claude, 2001, *Forêts tropicales jungle internationale : les revers d'une écopolitique mondiale*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- THÉRY, Hervé (dir.), 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Paris, Belin, 128 p.